



**HAL**  
open science

# L'étranger russe au prisme de l'Université: la langue russe dans l'enseignement supérieur en France, du lendemain de la Seconde Guerre mondiale à la fin des années 1970

Sandra Dominique

► **To cite this version:**

Sandra Dominique. L'étranger russe au prisme de l'Université: la langue russe dans l'enseignement supérieur en France, du lendemain de la Seconde Guerre mondiale à la fin des années 1970. *Encyclo. Revue de l'école doctorale Sciences des Sociétés ED 624*, 2019, Maternités, paternités: représentations, pratiques, nouvelles perspectives, 10, pp.135-150. hal-02469987v1

**HAL Id: hal-02469987**

**<https://u-paris.hal.science/hal-02469987v1>**

Submitted on 6 Feb 2020 (v1), last revised 8 Feb 2020 (v2)

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**VARIA**



**SANDRA DOMINIQUE \***

**L'ÉTRANGER RUSSE AU PRISME DE L'UNIVERSITÉ : LA LANGUE  
RUSSE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN FRANCE, DU  
LENDEMAIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE À LA FIN DES  
ANNÉES 1970**

Étudier l'enseignement d'une langue étrangère, ce n'est pas seulement comprendre les logiques internes d'une discipline, mais également prendre en compte les enjeux de diplomatie culturelle qui lui sont attachés. En 2008, alors que l'agrégation de russe est menacée de n'avoir lieu qu'un an sur deux, l'Association française des russisants, qui s'est donnée pour mission de défendre l'enseignement du russe en France, a réagi par une lettre au gouvernement en rappelant l'importance qu'avaient pris les échanges franco-russes, contrairement au peu de contacts existants à l'époque de l'âge d'or des études russes, c'est-à-dire du temps de l'Union soviétique<sup>1</sup>. En effet, si l'enseignement des langues est lié au contexte politique, il est également significatif de l'ampleur des échanges géopolitiques entre les deux pays comme de leur influence réciproque. Dans ce contexte, l'enseignement du russe en France révèle alors la vision de la Russie, elle reflète ce qu'est la russité. Elle est une vision de l'autre. D'intérêt philologique, la discipline n'est ainsi pas dépourvue d'une perception géopolitique.

Revenons sur l'histoire de l'enseignement du russe en France. Le développement des études russes dans les universités françaises remonte à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dans le contexte de l'alliance franco-russe des années 1890, rapprochement pensé comme alliance de revers

---

\* Doctorante en histoire, rattachée au laboratoire « Identités, Cultures, Territoires » (ICT), EA 337, Université Paris Diderot.

D'après une communication présentée lors des Dixièmes rencontres doctorales de l'Université Paris-Diderot « L'étranger » avec le soutien de l'Institut des Études doctorales (IED), de l'Université Paris Diderot et la coopération du Centre de Formation des Doctorants à l'Insertion Professionnelle (CFDIP) du PRES SPC, 15 juin 2017.

<sup>1</sup> Lettre de Philippe Comte, président de l'Association française des russisants, au Ministre de l'Éducation nationale, en date du 20 octobre 2008, consultable en ligne, notamment : <http://fcpe-montigny.over-blog.com/article-28006741.html>, page consultée le 15 septembre 2017.

contre l'Allemagne. Des chaires de langue et littérature russes sont créées dès le tournant du XX<sup>e</sup> siècle (Lille en 1892, Paris en 1902), puis dans l'entre-deux-guerres (Strasbourg en 1919, Dijon en 1920, Lyon en 1921, Montpellier en 1937). Alors que le mouvement s'essouffle, les études de russe connaissent un nouvel essor après la Seconde Guerre mondiale et la victoire soviétique : une agrégation est ouverte en 1947, affirmant l'ancrage de la discipline dans les enseignements secondaire et supérieur, et de nouvelles chaires sont créées à travers tout le territoire (plus de vingt chaires universitaires sont créées en l'espace de vingt-cinq ans).

La création de l'agrégation permet de stabiliser la discipline, de lui assurer reconnaissance et pérennité. En conséquence, les effectifs grossissent, tant du côté des enseignants que des étudiants. Avant l'ouverture du concours, qui permet un recrutement systématique d'enseignants formés par le système éducatif français, cet enseignement était principalement dispensé par des Français formés à l'étranger (en Allemagne ou en Europe de l'Est) et assistés par des émigrés russes. Ce corps enseignant était plutôt ancré dans la revendication d'une langue et d'une culture classiques. Alors qu'à la fin des années 1950 se mettent en place les premiers échanges de lecteurs français et soviétiques, coexistent alors dans l'enseignement supérieur français deux représentations de l'étranger russophone : celle de la « Russie éternelle », qu'ont connue ou fantasmée les premières générations de russisants et les russophones de l'émigration dite blanche, et celle de l'URSS triomphante et puissance hégémonique à l'Est, également objet de fantasmes auprès de sympathisants politiques. Avec l'ouverture relative des frontières de part et d'autre du rideau de fer arrivent les lecteurs officiels envoyés dans le cadre des relations bilatérales, vecteurs potentiels des idéologies. Les études russes connaissent alors un âge d'or : dans les années 1960, des dizaines de postes sont mis au concours de l'agrégation et du CAPES (ouvert en 1955), et l'affluence des étudiants est à son apogée, dans un contexte d'attractivité de l'Union soviétique. Cependant, l'enseignement du russe à l'Université reste très classique dans ses objets d'étude : la part belle est laissée à la Russie du XIX<sup>e</sup> siècle.

Il convient alors de se demander, dans l'enseignement qui est fait du russe et de la culture russophone, en prenant en compte la variété des acteurs, du corps enseignant aux étudiants qui ont des attentes propres, quelles visions de l'étranger russe sont promues par les études russes en France durant son âge d'or, c'est-à-dire de l'expansion rapide dans l'immédiat après-guerre à la fin des années 1970.

Les rapports de jury d'agrégation, les archives de l'administration universitaire, les manuels de russe, mais aussi les témoignages d'anciens acteurs de la discipline, les biographies et nécrologies publiées de professeurs, ainsi que les archives diplomatiques permettent de broser le tableau des études russes dans les universités françaises pendant la Guerre froide, entre culture classique et ouverture aux produits de la Russie soviétique.

***Le russe dans l'Université française : des études slaves généralistes au triomphe de la langue du vainqueur de la guerre***

Lorsqu'on écrit l'histoire des études russes, on peut remonter à 1876, année de l'ouverture de la première chaire de russe à l'École spéciale des langues orientales (ou Langues'O, actuel INALCO), ou encore jusqu'en 1840, année de création de la chaire de Langues et littératures slaves au Collège de France par le poète Adam Mickiewicz (1798-1855), dans un contexte de soutien au peuple polonais après l'insurrection de 1830. Dans ses cours, Mickiewicz revendiquait un panslavisme polonais, par opposition à un panslavisme russe. En présentant la géographie des contrées slaves, l'enseignant mettait ainsi en avant la Pologne, bien que son enseignement ne se limite pas à présenter son pays d'origine<sup>2</sup>. À la suite du rapprochement franco-russe marqué par l'alliance des années 1890, le russe a gagné du terrain dans le paysage universitaire. En 1938, une agrégation de langues slaves avec deux options (russe et polonais) est créée sur l'action d'André Mazon (1881-1967), président de l'Institut des études slaves<sup>3</sup>. L'agrégation de russe est finalement ouverte en 1947, tandis que celle de polonais ne le sera qu'en 1978. Après la Seconde Guerre mondiale, les études slaves sont dominées par le russe : les nouvelles chaires ouvertes en études slaves concernent de plus en plus exclusivement le russe. Par exemple, en Sorbonne, la chaire ouverte en 1902, si elle n'excluait pas à l'origine des cours sur les domaines polonais ou encore yougoslaves du temps

---

<sup>2</sup> Sur cette première émergence des études slaves dans l'enseignement français, voir notamment Michel ESPAGNE, *Le paradigme de l'étranger : les chaires de littérature étrangère au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Les Editions du Cerf, 1993, p. 321-349.

<sup>3</sup> Sur l'ouverture de l'agrégation de russe et le rôle d'André Mazon dans le développement des études de russe de l'entre-deux-guerres à l'après Seconde Guerre mondiale, voir notamment Benjamin GUICHARD, « Qui sait le russe parmi nous ? Les enjeux de l'enseignement du russe en France des premiers cours au premier agrégé (1892-1948) » mémoire de maîtrise, Paris I, 1998 et le numéro spécial Pierre GONNEAU (dir.), « André Mazon et les études slaves », *Revue des études slaves*, 82-1, 2011.

de son fondateur<sup>4</sup>, Émile Haumant (1859-1902-1929-1942)<sup>5</sup>, celle-ci ne se consacre plus qu'au russe du temps de ses successeurs : Jules Legras (1866-1929-1936-1939), Raoul Labry (1880-1936-1950), Pierre Pascal (1890-1950-1960-1983), Henri Granjard (1900-1960-1970-1979), Michel Aucouturier<sup>6</sup> (1933-1970-2002-2017).

Mais cette situation hégémonique du russe au sein des études slaves ne semblait pas jouée d'avance dans l'entre-deux-guerres, où, en plus du polonais, étaient représentés notamment les intérêts tchécoslovaques à l'Université. L'Institut d'études slaves (IES), financé en partie par le gouvernement tchécoslovaque, ouvre à Paris en 1919, suivi en 1921 d'une chaire d'Histoire et civilisation des Slaves (confiée à Louis Eisenmann [1869-1937], historien spécialiste de l'Europe centrale, qui connaît le tchèque comme unique langue slave), également financée par le gouvernement tchécoslovaque. L'Institut d'études slaves et la chaire sont par la suite repris par les études russes, puisque le directeur de l'Institut et titulaire de la chaire d'Histoire et civilisation des Slaves devient, en 1956 pour la chaire, Roger Portal (1906-1994), historien spécialiste de la Russie. Les cours associés à la chaire d'Histoire et civilisation des Slaves à Paris mettent alors l'accent sur l'histoire russe de manière à préparer les agrégatifs<sup>7</sup>. Roger Portal reste vingt ans titulaire de la chaire d'Histoire et civilisation des Slaves et prend la tête de l'Institut d'études slaves en 1959, ouvrant une lignée de présidents de l'Institut non plus slavistes, mais spécifiquement russisants.

***Construire les études russes en France : une culture russe de l'écrit, avec le modèle de la littérature du XIX<sup>e</sup> siècle à l'honneur***

Lorsque les études russes prennent de l'ampleur, pendant la Guerre froide, alors que l'Union soviétique exerce un certain attrait, cet enseignement se construit pourtant hors du cadre diplomatique. Parler de la création d'un champ disciplinaire consacré à la langue et

<sup>4</sup> D'après les intitulés de cours mentionnés dans UNIVERSITÉ DE PARIS, *Livret de l'étudiant de Paris*, Paris, Université de Paris, 1902-1968.

<sup>5</sup> En italique, les années durant lesquelles il enseigne le russe en Sorbonne.

<sup>6</sup> Michel Aucouturier, d'une mère tchèque, parle couramment la langue, mais enseigne exclusivement le russe. Sur son parcours, voir le dossier spécial qui lui est consacré dans INSTITUT D'ÉTUDES SLAVES (dir.), « In Memoriam Michel Aucouturier (1933-2017) », *Revue des études slaves*, 89-3, 2018.

<sup>7</sup> Avec une publication dans ce sens : ROGER PORTAL, *L'Empire russe de 1762 à 1855*, Paris, Centre de documentation universitaire, 1966.

la culture d'un pays étranger hors du cadre diplomatique peut sembler contradictoire. En effet, l'enseignement des langues vivantes reste un enjeu attaché au contexte diplomatique. Lorsque l'agrégation de russe a ouvert en 1947, les raisons en étaient politiques, l'URSS, alliée de la France, sortant victorieuse de la guerre. L'alliance est d'ailleurs réaffirmée par traité en 1944. Cependant, les relations n'en sont pas pour autant normalisées, et les frontières soviétiques restent globalement fermées. Cette jeune discipline du russe, qui s'affirme ainsi dans le système scolaire français, se construit hors du terrain soviétique. Avant 1953, les russisants ne peuvent se rendre en Union soviétique. Ce n'est qu'à partir de 1952 qu'un premier contact en ce sens est établi. À cette initiative se trouve André Mazon, désireux d'améliorer le niveau des russisants français<sup>8</sup> tout en poursuivant son projet de rétablissement des contacts avec le territoire russophone<sup>9</sup>. Une entente entre ambassades est alors établie, qui permet l'envoi de stagiaires agrégatifs à Moscou, qui, après négociations, ne partent qu'en 1954. Les tout premiers normaliens spécialistes de russe Claude Frioux (1932-2017) et Michel Aucouturier ont ainsi l'occasion de poursuivre leur formation à l'Université de Moscou<sup>10</sup>.

Dans ce contexte d'ouverture progressive, mais de contact encore limité avec le terrain soviétique, il est difficile pour les russisants d'enseigner une langue vivante ; malgré l'envoi de ses candidats, l'agrégation, et même après l'ouverture relative des frontières, a pu être accusée de diffuser une langue morte. En raison sans doute d'un manque de contacts, mais aussi d'un modèle de concours qui favorise la culture écrite (avec une admissibilité reposant sur des épreuves écrites de composition et de traduction). Concernant l'oral d'admission, un ancien agrégatif de la fin des années 1950, note que la langue attendue des candidats était une langue sans fautes d'accords ou de grammaire (avec, bien entendu, une bonne maîtrise des déclinaisons), et que

---

<sup>8</sup> Le manque de pratique du russe des candidats à l'agrégation est régulièrement soulevé dans les rapports de jury (dont André Mazon est le président) dans la première moitié des années 1950 : FRANCE. DIRECTION DE LA PÉDAGOGIE DES ENSEIGNEMENTS SCOLAIRES ET DE L'ORIENTATION, *Agrégation. Russe*, Paris, Centre national de documentation pédagogique, 1952-1979.

<sup>9</sup> André Mazon est l'un des cofondateurs dans l'entre-deux-guerres du Comité français des relations scientifiques avec la Russie, fondé en 1925 avec Paul Langevin et Sylvain Lévi ; c'est également en tant que président de l'Institut d'études slaves de 1937 à 1959 qu'André Mazon poursuit son action en faveur de contacts avec l'Est.

<sup>10</sup> Sur l'établissement de ce premier envoi, voir l'échange de lettres de l'ambassade de France à Moscou et du Ministère des Affaires étrangères (MAE) entre novembre 1952 et août 1954 aux Archives du MAE, DCRCST 333, Dossier « bourses d'étudiants ».



les nuances et les finesses comptaient peu. Et cela notamment parce que les professeurs eux-mêmes, formés principalement sur l'écrit et déconnectés du terrain russophone, avaient appris à accorder moins d'importance à l'usage oral de la langue. Il dit :

D'ailleurs nos professeurs étaient soit des émigrés, donc ils parlaient russe bien sûr, mais un russe un peu daté, soit des Français, mais à l'époque ils n'étaient jamais allés en Russie. L'inspecteur général de russe [François Pidoux] n'était jamais allé en Russie... Donc c'était un russe correct, déjà si on arrivait à pas faire de faute, c'était surtout ça qui était important<sup>11</sup>.

Il rapporte d'ailleurs une rumeur qui circulait sur le titulaire de la chaire historique de la Sorbonne dans les années 1960, Henri Granjard, qui, malgré sa bonne connaissance du russe écrit, était incapable de placer de bonnes accentuations. Il avait épousé une Russe, et la légende voulait, nous raconte-t-il, que sa femme lui accentuât ses textes. Pourtant, malgré ses difficultés avec l'oral, qui ne sont pas isolées parmi les spécialistes de russe de l'époque, c'est la candidature d'Henri Granjard qui est retenue en 1960 à la chaire de la Sorbonne, sans doute en raison de l'accueil dithyrambique fait par ses futurs pairs de sa thèse d'État sur Tourgueniev soutenue en 1952<sup>12</sup>. C'est sans doute son travail de chercheur qui permet à Henri Granjard d'être nommé à la chaire, malgré des concurrents qui avaient peut-être une meilleure maîtrise du russe oral, comme Nicolas Weisbein (1911-1994), issu d'un milieu russophone et agrégé de russe (en 1950). De son côté, Henri Granjard, agrégé d'allemand n'était venu que tardivement au russe. Cependant, ce sont bien les choix de carrière qui font la différence entre les deux candidats : Nicolas Weisbein n'a soutenu sa thèse sur Tolstoï que depuis trois ans lorsqu'il postule sur la chaire de la Sorbonne sans avoir diversifié ses recherches, tandis qu'Henri Granjard, après la très bonne réception de sa thèse, continuait de publier régulièrement dans la *Revue des études slaves* (organe de diffusion de la discipline attaché à l'Institut d'études slaves) sur des auteurs russes (comme Herzen) ou tchèques (le poète Karel Hynek Mácha, qui avait fait l'objet de sa thèse complémentaire). Ce sont donc avant tout des qualités de chercheur (et des recherches diversifiées) qui sont retenues indispensables par la

<sup>11</sup> Entretien de juin 2016. Pour la transcription des entretiens, le choix a été fait de respecter l'oralité et la spontanéité de la conversation au contraire d'une correction pour formaliser le discours.

<sup>12</sup> Voir le rapport de soutenance de la thèse de doctorat ès lettres de Henri Granjard aux AN, carton AJ/16/7104.

Sorbonne pour un professeur de russe. Cette préférence des qualités d'analyse littéraire sur la pratique de la langue participe d'une culture de l'écrit. L'ancien agrégatif interrogé note qu'à l'écrit, les professeurs étaient bien plus exigeants qu'à l'oral. Cette langue, ils la connaissaient en fait mieux à l'écrit qu'à l'oral. Cela semble changer au fil des années, les rapports de jury mentionnant de plus en plus l'importance d'une bonne expression orale, d'une bonne diction, et en cela des fruits portés par l'envoi de stagiaires à Moscou.

Lorsque l'enseignement du russe s'est mis en place dans le supérieur, le personnel enseignant était en effet constitué de Français formés à l'étranger, accompagnés de lecteurs russophones immigrés en France. L'équipe enseignante de l'École des Langues orientales, où ont débuté les études de russe, est représentative de cette composition. En 1905, le duo d'enseignants alors en poste<sup>13</sup>, Paul Boyer (1864-1949) et Nicolas Spéranski (1861-1923), a publié un *Manuel pour l'étude de la langue russe*, de nombreuses fois réédité par la suite<sup>14</sup>. Le manuel est un classique de l'enseignement aux Langues'O, où le cursus est pensé pour un public débutant. Boyer et Spéranski ont compilé des textes de Léon Tolstoï, qu'ils ont accentués et accompagnés de notes grammaticales, supports du cours de grammaire. À l'époque où Paul Boyer conçoit son manuel, celui-ci peut apparaître comme moderne par sa « description des *realia* de la Russie de l'époque avec une grande précision<sup>15</sup> ». En effet, Tolstoï est alors un écrivain contemporain, lu en France, et que Paul Boyer a rencontré lors de ses voyages. Cependant, à mesure des rééditions, le manuel perd de son actualité. En effet, régulièrement réédité jusqu'en 1967 sans changement de structure, il contribue à conserver l'apprentissage du russe à travers l'apprentissage de la langue du XIX<sup>e</sup> siècle. Les textes, non adaptés, restent de plus écrits selon l'alphabet d'avant la réforme de 1918, et ce jusqu'à la réédition de 1967, qui adopte enfin l'orthographe réformée. Le *Manuel pour l'étude de la langue russe* ne semble pas être un cas isolé dans le paysage des manuels de russe. En effet, un ancien étudiant des Langues orientales se souvient

---

<sup>13</sup> Sur l'enseignement du russe à l'École des Langues orientales voir les biographies des enseignants dans Pierre LABROUSSE (dir.), *Langues'O, 1795-1995 : deux siècles d'histoire de l'École des langues orientales*, Paris, Éditions Hervas, 1995, p. 129-141.

<sup>14</sup> Paul BOYER et Nicolas SPÉRANSKI, *Manuel pour l'étude de la langue russe, textes accentués, commentaire grammatical, remarques diverses en appendice, lexique*, Paris, Armand Colin, 1905 (rééditions en 1921, en 1935, en 1939, en 1945, en 1947, en 1951, en 1961 et en 1967).

<sup>15</sup> Voir la biographie de Paul Boyer dans P. LABROUSSE (dir.), *Langues'O, 1795-1995, op. cit.*, p. 131.

(en entretien) du *Manuel de langue russe théorique et pratique*<sup>16</sup> : « C'était une Russie ancienne au fond, dont l'enseignant avait la nostalgie peut-être, et qu'il voulait nous faire connaître<sup>17</sup> ». C'est-à-dire que les enseignants transmettent alors l'image d'une Russie qu'ils connaissent : celle d'avant la Révolution bolchevique.

C'est également cette image de la Russie traditionnelle qui est mise en avant par le concours de l'agrégation, ouvert en 1947. Le dépouillement des sujets pour la période allant de 1952 à 1979<sup>18</sup> donne en trio de tête des auteurs les plus souvent tombés aux sujets de l'écrit comme de l'oral : Pouchkine, Tolstoï et Dostoïevski. À cela rien d'étonnant, l'agrégation n'ayant pas pour vocation de promouvoir de nouveaux auteurs, mais bien de consacrer une culture déjà reconnue, et étant en cela garante d'une tradition. En effet, le succès de la littérature russe en France remonte aux années 1880, notamment par la parution du fameux essai sur le *Roman russe* de Vogüé en 1886. Cet attrait pour l'ancienne Russie reste présent dans l'esprit des étudiants qui ont ensuite l'occasion de se rendre sur le terrain. Jacqueline de Proyart (1927-2019), présente à Moscou en 1957, se souvient : « Je me promenais [...] beaucoup dans Moscou et j'essayais d'y trouver la Russie qui m'avait été enseignée par les lectrices et par le professeur Pierre Pascal<sup>19</sup> ». Elle constate alors que « tout cela ne correspond absolument pas à ce que m'ont appris de la Russie mes vieilles amies, la sculptrice Vera Popova, adepte de la vieille foi, Nina Lazareva et Viktoria Petrovna Končalovskaja, les deux lectrices des Langues'O<sup>20</sup> ». De même, un étudiant, Jean-Luc Moreau (agrégé en 1963), en année d'étude à Moscou et désireux de voyager aux alentours, est confronté dans son projet à l'administration soviétique pour obtenir le droit de séjourner dans l'Anneau d'or, région historique de la Russie. Il écrit, en avril 1959, à son professeur à la Sorbonne, Pierre Pascal, à l'occasion de son retour de voyage et des difficultés qui l'ont précédé : « heureusement, nous ne sommes pas seulement en URSS, nous sommes aussi en Russie<sup>21</sup> ». Ce témoignage rappelle la coexistence de deux espaces :

<sup>16</sup> Victoria KONTCHALOVSKI et Francis LEBETTRE, *Manuel de langue russe théorique et pratique*, Paris, Belin, 1955.

<sup>17</sup> Entretien de juin 2016.

<sup>18</sup> Les rapports n'ont pu être trouvés pour la période antérieure, de 1947 à 1951.

<sup>19</sup> Jacqueline DE PROYART, « Mon URSS en 1957 et après : transcription de l'entretien du 4 juillet 2017 », dans le cadre du projet « Mon URSS » de l'Institut d'études slaves, texte hébergé sur le site de l'IES : <http://institut-etudes-slaves.fr/wp-content/uploads/2017/06/PROYART-D%C3%A9f.pdf>, page consultée le 30 décembre 2018.

<sup>20</sup> *Ibid.*

<sup>21</sup> Lettre de Jean-Luc Moreau, de l'ambassade de France à Moscou, du 12 avril 1959,

l'un d'intérêt historique, l'autre politique et administratif. L'URSS est ainsi assimilée à la bureaucratie, inconvénient d'un voyage sur cette terre russe historique, rendue désirable par les cours reçus en France. Et cette vision, les professeurs semblent peu disposés à la changer, soit qu'ils connaissent eux-mêmes mal le terrain soviétique, soit qu'ils le connaissent, mais choisissent de ne pas évoquer le sujet. Ainsi Pierre Pascal, professeur au parcours atypique : en Russie en 1916, il est séduit par la Révolution bolchevique de 1917, prend la nationalité soviétique et reste près de deux décennies en URSS<sup>22</sup>. De retour en France en 1934, il embrasse la carrière universitaire, mais, plutôt que de mettre en avant son expérience dans ses cours, il choisit de la taire. Élève de Pierre Pascal, Geneviève Constanty retient de son propre parcours d'étudiante : « une bonne familiarité avec la Russie ancienne et le slavon [et une] ignorance totale de ce qui s'était passé après 1913<sup>23</sup> ». En fin de compte, l'absence d'expérience soviétique ou le choix de la taire laissent peu de place à la construction d'une image alternative de la Russie prérévolutionnaire, du moins tant que les étudiants ne se sont pas confrontés au terrain soviétique.

***Les études russes françaises et l'URSS, ou comment intégrer la donnée soviétique dans un champ établi sur le modèle de la culture traditionnelle***

C'est également le soutien de cette vision d'une Russie traditionnelle qui peut se retrouver dans l'affaire du manuscrit du *Docteur Jivago*<sup>24</sup>. En 1957, l'agrégative Jacqueline de Proyart se voit confier par Boris Pasternak le manuscrit de son roman. Emporté à l'Ouest, le manuscrit est publié à Rome, puis traduit en français par de jeunes agrégés (Jacqueline de Proyart, Hélène Peltier, Michel Aucouturier et Louis Martinez). Le roman, écrit dans la veine du roman tolstoïen, est ensuite intégré à la culture des russisants français : il fait son entrée dans les programmes de l'enseignement supérieur, et est consacré par son inscription au programme d'agrégation en 1970, tandis qu'il est toujours interdit en URSS. De nos jours, le roman reste un incontournable

---

à Pierre Pascal. BDIC, fonds Pierre Pascal, F delta res 883, carton 5, chemise 2.

<sup>22</sup> Sur le parcours de Pierre Pascal, voir Sophie COEURÉ, *Pierre Pascal : la Russie entre christianisme et communisme*, Lausanne, les Éditions Noir sur blanc, 2014.

<sup>23</sup> Témoignage écrit de Geneviève Constanty, épouse Johannet, reçu par courrier personnel et daté du 18 octobre 2017.

<sup>24</sup> Plusieurs publications ont été consacrées à cette affaire, et notamment Boris Leonidovič PASTERNAK, *Lettres à mes amies françaises : 1956-1960*, Paris, Gallimard, 1994.

des études russes ; il était encore de 2014 à 2016 au programme de la troisième année de licence à Paris-IV. Cette découverte a été possible par l'ouverture partielle des frontières soviétiques. En effet, c'est suite à la mort de Staline que des échanges humains se mettent en place entre les gouvernements français et soviétique. Dès 1954, les premiers normaliens préparant l'agrégation de russe (accord ensuite élargi à des agrégatifs non-normaliens) se rendent à l'Université de Moscou, suivis, en 1958, des premiers échanges de lecteurs de français et de russe dans le cadre de la nouvelle Commission mixte franco-soviétique, organisme bilatéral chargé de discuter tous les deux ans du volume des échanges entre les deux pays. C'est dans ce contexte que Jacqueline de Proyart a pu rencontrer Boris Pasternak.

L'exemple du *Docteur Jivago* montre que cette ouverture du terrain a servi à l'entrée de la culture de la dissidence dans le bagage des russisants français. Si une certaine culture de la dissidence devient officielle en France, elle n'est pourtant pas toujours bien reçue par tous les publics. Ainsi, en 1970, un étudiant des Langues orientales affilié à l'UNEF transmet aux enseignants du département « URSS » que les étudiants de l'UNEF sont « choqués de voir inscrit au programme un ouvrage à caractère antisoviétique<sup>25</sup> ». Sans avoir pu identifier quel est cet ouvrage décrié, la remarque soulève une question d'importance : l'enseignement du russe (aux Langues'O ou ailleurs) se doit-il d'être prosoviétique ? La réponse du corps enseignant, en la personne de Marcel Ferrand, est claire :

La valeur d'une œuvre ne se mesure pas à sa conformité à une idéologie. La littérature russe ne se limite pas à la littérature officielle. C'est notre rôle d'humaniste de révéler les œuvres clandestines quand elles sont intéressantes.

Et, ajoute-t-il en référence historique à ce rôle de passeur des russisants : « Nous avons déjà eu au programme d'autres livres qui ne sont pas publiés en URSS, *Le Docteur Jivago* par exemple ». La position de Marcel Ferrand, loin d'être isolée dans le monde enseignant, est celle d'un objet d'étude qui se voudrait dépolitisé ; la littérature russophone ne doit pas se penser dans un cadre politique, mais selon d'autres critères de valeur, comme un art affranchi du politique.

Si les contacts de l'Université française avec divers mondes

---

<sup>25</sup> Sentiment des étudiants de l'UNEF rapporté par M. Varin, étudiant et membre de l'UNEF, dans le compte-rendu du conseil de département URSS du 2 mars 1970, Archives de l'INALCO, carton 5192. Les citations suivantes proviennent du même compte-rendu.

russophones (émigration, cultures soviétiques officielle ou officieuse) influent sur la définition de la culture russe, quelles conséquences ont-ils sur l'objet langue ? Interrogés sur l'effet qu'a pu avoir le contact entre le russe soviétique et le russe enseigné jusque-là dans le système scolaire et universitaire français (et les réalités associées à chaque langue), la plupart des anciens étudiants consultés n'en a pas subi de troubles, estimant qu'on leur avait enseigné un russe courant, qui leur permettait de comprendre les Soviétiques tout comme la presse locale<sup>26</sup>. Cependant, le discours des étudiants russophones (ceux qui pratiquent le russe en famille avant de suivre un cursus à l'université) révèle, par ces contacts avec le terrain soviétique, que leur russe pouvait être assez daté. Dans cette logique, une étudiante<sup>27</sup> ayant obtenu sa licence de russe en 1970 à Paris constate que pendant ses années d'études, elle a pu distinguer trois russes : celui qu'elle parlait dans le cadre familial (courant et peu formel, russe qualifié de « familial », voire « marqué d'enfance ») ; celui des études, qu'elle qualifie de « russe académique français » ; et le russe pratiqué en Union soviétique, dont certaines expressions ou termes courants pour elle sont en fait devenus désuets hors du milieu de l'émigration. Elle conclut alors, à propos de ce choc culturel, qu'elle ne s'est jamais sentie aussi française que lors de son voyage en URSS, alors qu'en France, elle aimait se sentir russe ! La coupure entre URSS et communautés d'émigration russophones crée ainsi des îlots linguistiques : privées de contacts, les communautés tendent à développer des pratiques différentes de la langue. C'est le même constat que dresse Anne Coldefy-Faucard quand elle se souvient de son apprentissage du russe dans le contexte familial et de la confrontation avec des russophones ayant vécu en Union soviétique ; elle dit :

Je parlais russe avec ma grand-mère maternelle, c'était un russe d'avant 1917 qui n'avait rien à voir, par exemple, avec le russe des émigrés des années 1970. On ne s'en rendait pas compte, mais on utilisait des mots comme « aéroplane » et pas « samoliot » pour dire « avion ». C'était aussi une manière de construire les phrases, je ne m'en suis rendue compte que bien plus tard<sup>28</sup>.

<sup>26</sup> Sur un panel d'une vingtaine d'étudiants ayant répondu à un questionnaire écrit et d'une demi-douzaine interrogés à l'oral.

<sup>27</sup> Les citations suivantes proviennent de ses réponses à un questionnaire écrit sur l'expérience des étudiants de russe de cette période, en mars 2016.

<sup>28</sup> Anne Coldefy-Faucard dans une interview accordée au Courrier de Russie en mai 2015, voir : <https://www.lecourrierderussie.com/societe/2015/05/anne-coldefy-faucard-traduire-difficulte/> page consultée le 10 juillet 2017.



Différentes pratiques de russe sont ainsi révélées par l'accroissement des contacts avec l'Union soviétique. Ces dernières s'expriment dans la rencontre entre universitaires français et citoyens soviétiques, ou encore par l'entrée dans le périmètre universitaire français de productions soviétiques.

En effet, dès la fin de l'entre-deux-guerres, alors que l'enseignement du russe est encore peu développé en France, et ce malgré l'ouverture symbolique d'une agrégation de russe, arrive en France une méthode de langue pour débutants élaborée en URSS spécifiquement pour le public français. Il s'agit du *Manuel de langue russe pour les Français* de Nina Potapova, édité pour la première fois à Moscou en 1938, soit vingt ans avant les échanges de lecteurs<sup>29</sup>. Bien que non conçu pour accompagner les étudiants de l'enseignement supérieur, l'usage de ce manuel, si l'on en croit les résultats d'une enquête menée auprès d'une vingtaine d'anciens étudiants, n'est pas isolé parmi ce public. Le manuel, spécifiquement conçu pour le public français débutant, est écrit en français. Son but, d'après la préface, est « d'apprendre à l'élève à s'exprimer correctement (oralement et par écrit) et de lui rendre possible la lecture des journaux russes, des brochures politiques et des textes littéraires faciles<sup>30</sup> ». Au fil des leçons, on constate l'importance donnée au modèle soviétique dans l'apprentissage des conversations du quotidien : les termes « ouvrier », « camarade » ou « communiste » font partie de la vie courante, et une leçon entière est consacrée à la découverte du kolkhoze. Le volume comprend également en annexe un extrait de la constitution de l'URSS en version bilingue, lecture qui tranche des manuels cités précédemment et produits par des enseignants des Langues'O. Dans les années 1960, dans le cadre de la Commission mixte franco-soviétique sur les échanges culturels et scientifiques instaurée en 1957, un nouveau manuel est écrit en collaboration, qui permet à des enseignants français de reprendre la main sur la production du matériel d'enseignement en provenance d'Union soviétique : *Le russe vivant*<sup>31</sup>, élaboré pour l'enseignement secondaire.

À l'Université, qui semble plus hermétique à la culture officielle soviétique, existe pourtant une certaine demande de cet enseignement, ou du moins de renseignements sur l'Union soviétique. Aux Langues orientales, en 1973, les étudiants déplorent leur ignorance du monde

---

<sup>29</sup> Nina POTAPOVA, *Le russe, Manuel de la langue russe pour les Français*, 1<sup>re</sup> partie, Moscou, Coopérative d'éditions des ouvriers étrangers en URSS, 1938.

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> Thérèse GODIER, Jean TRIOMPHE, V. N. KLIIOEVA et G. D. KOTOVA, *Le russe vivant* (1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> années), Paris, France, Éditions de la Librairie du Globe, 1962-1964.

soviétique quotidien, et demandent de pouvoir combler cette lacune sous la forme de cours d'initiation à la vie de tous les jours en URSS<sup>32</sup>. La réponse donnée est qu'une telle mission, notamment d'étude des journaux, peut être confiée aux lecteurs soviétiques, dont certains en donnent déjà des éléments *via* des manuels de russe conçus également dans ce but. Les lecteurs sont ainsi des acteurs de la diplomatie culturelle, d'une diplomatie d'influence, diffusant non seulement la langue, mais aussi le matériel culturel, comme les manuels ou les journaux. Il est probable que cela fasse partie des missions des lecteurs soviétiques en France, comme de celles des lecteurs français en URSS. Cela ne veut pas dire que la mission des lecteurs soviétiques soit explicitement de former des communistes. Ces lecteurs semblent avant tout choisis par les autorités soviétiques selon un critère de fiabilité au régime : souvent mariés et ayant fondé famille et carrières qui attendent leur retour en URSS, ils seraient ainsi moins tentés de rester à l'Ouest<sup>33</sup>. Si volonté de transmission idéologique par le biais des lecteurs il y a, elle serait à chercher également hors de l'Université, dans la vie associative. En effet, le relais des lecteurs et assistants en pays étranger est avant tout l'ambassade française à Moscou et soviétique à Paris. En France, une association est notamment proche des réseaux officiels soviétiques, il s'agit de l'Association France-URSS. Créée à la veille de l'armistice de 1945, dans le but de « favoriser la connaissance mutuelle et la coopération amicale des deux pays<sup>34</sup> », elle rassemble des sympathisants communistes et joue un rôle privilégié dans les relations franco-soviétiques<sup>35</sup>. Association nationale, elle organise notamment, à l'échelle du territoire, des cours de russe et des voyages de Français en Union soviétique. Un compte-rendu d'un séminaire organisé lors de la

---

<sup>32</sup> Demande des étudiants rapportée par M. Pelen, étudiant, dans le compte-rendu du conseil de département URSS du 26 mai 1973, Archives de l'INALCO, carton 5192.

<sup>33</sup> Les lecteurs et assistants soviétiques sont souvent des professeurs expérimentés, contrairement à leurs homologues français, comme le constate la Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques des Affaires étrangères (voir aux Archives diplomatiques le dossier sur les lecteurs soviétiques, carton 238QO/333). Voir également aux Archives nationales, dans un dépôt de l'ONUEF, un dossier répertoriant les situations (notamment maritale) des assistants soviétiques dans les années 1969-1973, carton 19910417/54.

<sup>34</sup> D'après les statuts de l'association. Voir l'inventaire et le fonds de l'association aux AN, fonds 88AS.

<sup>35</sup> Cette concurrence dans l'établissement de relations diplomatiques est constatée par le Ministère des Affaires étrangères au moment de la mise en place d'échanges interétatiques dans la seconde moitié des années 1950 ; l'association et ses réseaux avec les organismes soviétiques sont souvent cités par la direction d'Europe, voir aux Archives diplomatiques le dossier 208QO/228.



réception des lecteurs et assistants soviétiques en France par l'ambassade soviétique en 1974 met en avant les liens qui unissent des assistants à des adhérents du PCF ainsi qu'à des membres de l'Association France-URSS<sup>36</sup>.

Les enseignants français œuvreraient-ils de leur côté pour la diffusion d'un modèle soviétique, comme peut le laisser penser l'élaboration d'un manuel commun, *Le russe vivant*, par Jean Triomphe, membre du Parti communiste français et de l'Association France-URSS ? Pour reprendre l'exemple de la remarque de Marcel Ferrand à la critique de l'antisoviétisme du programme des Langues'O, la réponse serait plutôt négative. Et si l'on en croit les témoignages des anciens professeurs, ni les Langues'O, ni les départements de russe des universités ne sont des nids de communistes. Interrogés sur leurs anciens établissements de rattachement, certains enseignants considèrent que le département de russe de la Sorbonne était plutôt traditionaliste, tandis que les Langues'O étaient très à gauche ; d'autres que, après 1968 et l'éclatement de l'Université de Paris, Paris-IV était le noyau du conservatisme, tandis que Paris-X était gauchiste ; d'autres encore que le département de Paris-VIII, contrairement à celui de Paris-X, était très à gauche... Il est difficile de déterminer s'il s'agit d'une forme de censure, d'une reconstitution de la mémoire, ou si la politisation de la discipline a pu être exagérée dans les imaginaires. D'autant plus qu'à partir de la deuxième moitié des années 1960, les enseignants français des universités sont agrégés, et mobiles d'un centre à l'autre. C'est-à-dire que le renouvellement du corps est centralisé et que l'évaluation de ses nouveaux membres porte sur la culture traditionnelle russe. Cela n'empêche pas que certains enseignants étaient adhérents ou plus modérément sympathisants du PCF (soit compagnons de route, soit adhérents d'une association proche du PCF). On peut citer par exemple Roger Portal, enseignant en histoire en Sorbonne à partir de 1955 et directeur de l'Institut des études slaves de 1959 à 1974, membre de l'association France-URSS, proche du PCF. En 1962, Roger Portal, est

---

<sup>36</sup> Archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie (АВН ПФ.), fonds 136, inventaire 58, dossier 132, article 22, Renseignement sur le séminaire des enseignants soviétiques de langue russe, stagiaires et étudiants, en poste en France, par le troisième secrétaire de l'ambassade soviétique en France A. Philippov, 24 avril 1974 (document cité par Nataliya YATSENKO, « Enseigner la langue, mais pas la culture : le travail des lecteurs et assistants français en URSS pendant la guerre froide », congrès du Comité des travaux historiques et scientifiques [CTHS] « La transmission des savoirs », Paris, 23 avril 2018). Ce type de séminaire-bilan semble être organisé chaque année par l'ambassade soviétique à Paris.

élu à la présidence nationale de l'Association France-URSS<sup>37</sup>. L'année suivante, France-URSS obtient pour les étudiants de russe, membres de l'association, des bourses en URSS dans le cadre d'un accord associatif<sup>38</sup>. Ce type d'avantages peut inciter les étudiants à rejoindre l'association, tandis que les bourses proposées par le gouvernement peinent à satisfaire la demande<sup>39</sup>. Cependant, à défaut de pouvoir répondre de manière satisfaisante à la question des allégeances des enseignants et étudiants de russe à l'Université, on peut noter deux faits : que l'attrait du communisme ne peut être le seul support d'un cursus universitaire suivi en russe ni d'une carrière en études russes, discipline très orientée sur la culture classique du XIX<sup>e</sup> siècle, et que, quelle que soit l'opinion des intéressés, mieux vaut pour eux ne pas s'afficher comme anticommunistes, pour ne pas se couper du terrain soviétique, condition favorable de l'exercice de leur discipline.

Les études russes en France se sont construites dans un contexte politique en évolution qui a eu une influence sur les enjeux auxquels elles sont confrontées durant leur âge d'or, après la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, la discipline doit déterminer sa place au sein des études slaves – dont elle est issue et au sein desquelles elle est parfois hégémonique, à l'instar de la situation de l'URSS en Europe de l'Est – mais également, définir intrinsèquement le champ de la discipline : russe et/ou soviétique ? Grâce aux contacts élaborés avec l'URSS, s'introduisent dans la culture des russisants des éléments de

---

<sup>37</sup> AN, fonds France-URSS, carton 88AS/7, dossier présidence.

<sup>38</sup> « Accord sur la coopération culturelle entre l'association France-URSS d'une part et l'Union des associations soviétiques pour l'amitié et les relations culturelles avec l'étranger [SSOD] et l'association URSS-France d'autre part », AN, fonds France-URSS, carton 88AS/33.

<sup>39</sup> Le nombre d'étudiants de russe croît dans les années 1960 et 1970, tandis que les protocoles d'échanges intergouvernementaux favorisent les futurs enseignants de russe. Pour prendre l'exemple des étudiants des Langues orientales, le centre d'enseignement supérieur le plus important d'études de russe en termes d'effectifs, mais qui n'a pas vocation de former de futurs enseignants, en 1964, 63 de leurs élèves partent en voyage en URSS encadrés par des professeurs de russe avec France-URSS (voir les comptes-rendus du 11<sup>e</sup> congrès de l'Association à Asnières en juin 1965, fonds France-URSS, AN, carton 88AS/17 : Congrès de l'association), tandis qu'en 1973, le protocole intergouvernemental négocié, s'il leur accorde des places réservées, ne prévoit l'envoi que de 5 de leurs étudiants de russe pour 6 semaines seulement (voir les Protocoles de la 9<sup>e</sup> session de la Commission mixte culturelle, Moscou, 16-19 janvier 1973, Archives diplomatiques, carton 1928INVA/3672 Relations culturelles avec la France et les autres pays, 1971-juin 1976). D'où la concurrence de l'Association France-URSS sur les protocoles intergouvernementaux sur les opportunités de voyage en Union soviétique.

dissidence : l'intégration de l'œuvre non officielle de Pasternak, mais aussi de Soljenitsyne (à partir de 1981) aux programmes de l'agrégation.

Cependant, c'est à l'époque où la discipline s'ouvre plus systématiquement à des objets d'études hors de la littérature du XIX<sup>e</sup> siècle, qu'elle connaît son déclin, du fait d'un désengagement progressif de l'État, répondant à l'essoufflement du modèle soviétique. Dans les années 1980, seule une poignée de postes est proposée aux concours de recrutement des professeurs du secondaire, ce qui a pour conséquence d'assécher le vivier d'étudiants et ainsi d'affaiblir la discipline. Avec la chute de l'Union soviétique en 1991, l'enseignement du russe poursuit encore son déclin en France, malgré un flux accru des échanges. Cette contradiction a pu être interprétée comme résultat d'une image négative véhiculée sur la nouvelle Fédération de Russie<sup>40</sup>, contrairement à l'engouement pour l'URSS qui avait pu séduire les étudiants d'après-guerre, confirmant ainsi que l'image d'un pays, d'un étranger, est très liée à l'effort d'apprentissage de sa langue.

---

<sup>40</sup> Voir notamment les analyses de Philippe Comte, alors président de l'Association française des russisants, sur le déclin des études de russe en France, dans le bulletin de l'AFR n°35 de février 2005, disponible sur le site de l'Association des professeurs de langues vivantes. <http://www.aplv-languesmodernes.org/spip.php?article204>, page consultée le 15 septembre 2017.